Date : 20020530

Dossier : CMAC-448

Référence neutre : 2002 CACM 8

**CORAM : LE JUGE EWASCHUK
LE JUGE PELLETIER
LE JUGE O'KEEFE**

ENTRE :

ANTHONY DOMINIE

appellant

et

SA MAJESTÉ LA REINE

intimée

Audience tenue à Halifax (Nouvelle Écosse), le 30 mai 2002.

Jugement rendu à l'audience à Halifax (Nouvelle Écosse), le 30 mai 2002.

MOTIFS DU JUGEMENT DE LA COUR PAR : LE JUGE EWASCHUK

Date : 2041203

Dossier : CMAC-475

Référence : 2004 CACM 3

**CORAM : LE JUGE EWASCHUK
LE JUGE PELLETIER
LE JUGE O'KEEFE**

ENTRE :

ANTHONY DOMINIE

appellant

et

SA MAJESTÉ LA REINE

intimée

MOTIFS DU JUGEMENT DE LA COUR
**(Prononcés à l'audience à Halifax (Nouvelle Écosse),
le 30 mai 2002.)**

[1] Anthony Dominie interjette appel de sa sentence de 8 mois d'emprisonnement pour avoir illégalement eu en sa possession des biens volés et pour avoir fait le trafic d'une substance qu'il présentait comme de la cocaïne épurée (crack).

[2] L'appelant a plaidé coupable à l'accusation de possession et non coupable à l'accusation de trafic.

[3] L'appelant est un matelot-chef ayant 15 ans d'ancienneté dans les Forces canadiennes. L'accusation de trafic impliquait aussi un membre junior des Forces canadiennes. En bref, l'appelant et le membre junior ont fait une orgie de crack sur une base militaire, qui a duré de 3 à 4 jours. Le trafic de l'appelant n'était pas de nature commerciale, mais il a fallu qu'il se rende de 11 à 12 fois à une ville située à proximité pour y acheter du crack.

[4] Le premier argument de l'appelant porte que le Président a commis une erreur en concluant que la seule peine qu'il pouvait imposer était l'emprisonnement. Selon nous, le juge du procès n'a pas commis d'erreur en concluant que la seule peine prévue dans les circonstances était l'emprisonnement.

[5] Le trafic répété du crack, même s'il est de nature non commerciale, doit généralement être sanctionné par l'emprisonnement, même pour les civils. Lorsqu'il s'agit de militaires, la dissuasion exige clairement la pleine conscience qu'ils seront emprisonnés s'ils font le trafic du crack sur une base militaire. On ne peut bénéficier d'une sentence suspendue, sauf dans les rares cas où il existe des circonstances atténuantes exceptionnelles. Ce n'est pas le cas ici.

[6] L'appelant soutient ensuite que le Président a commis une erreur de droit en lui imputant une absence de remords et en considérant qu'il s'agissait là d'un facteur aggravant. Selon nous,

le juge du procès a simplement considéré que l'absence de remords face à l'accusation de trafic était un facteur neutre, par rapport au plaidoyer de culpabilité à l'accusation de possession qu'il a correctement jugé être un facteur d'atténuation.

[7] L'appelant soutient ensuite que sa sentence constitue une violation de l'article 15 de la *Charte canadienne des droits et libertés* en ce qu'elle le désavantage du fait de son occupation ou statut. Selon nous, le fait qu'une personne soit un civil plutôt qu'un membre des Forces canadiennes, ou vice versa, ne constitue pas un stéréotype constituant un motif analogue de discrimination.

[8] Finalement, l'appelant soutient que le Président a commis une erreur en ne lui octroyant pas les dépens par suite de l'inconduite de la police militaire et de l'avocat de la poursuite. Selon nous, l'appelant doit avoir gain de cause à ce sujet. Ayant visionné la bande vidéo de l'interrogatoire et lu sa transcription, l'avocat de la poursuite savait que la police militaire avait violé les droits de l'appelant garantis par le paragraphe 10*h*) de la *Charte canadienne des droits et libertés* et qu'une procédure de voir dire se solderait nécessairement par l'exclusion de la déclaration de l'accusé. En l'instance, nous accordons les dépens pour la somme de 3 000,00 \$, compte tenu de la conduite totalement inacceptable de la police militaire et de la participation de l'avocat de la poursuite dans cette conduite, par suite de ses efforts pour présenter cette preuve

dans une procédure futile de voir dire. En conséquence, l'appel est accueilli, mais uniquement en ce qui concerne les dépens.

« E. G. Ewaschuk »
Juge

Traduction certifiée conforme

Suzanne M. Gauthier, trad. a., LL.L.

COUR D'APPEL DE LA COUR MARTIALE DU CANADA

AVOCATS INSCRITS AU DOSSIER

N° DU GREFFE : CMAC-448

INTITULÉ : ANTHONY DOMINIE c. SA MAJESTÉ LA REINE

LIEU DE L'AUDIENCE : HALIFAX (NOUVELLE-ÉCOSSE)

DATE DE L'AUDIENCE : LE 30 MAI 2002

MOTIFS DU JUGEMENT DE LA COUR : (LES JUGES EWASCHUK,
PELLETIER ET O'KEEFE)

PRONONCÉS À L'AUDIENCE PAR : LE JUGE EWASCHUK

EN DATE DU : 30 MAI 2002

ONT COMPARU :

M. DAVID BRIGHT POUR L'APPELANT

LE MAJOR KEN A. LINDSTEIN POUR L'INTIMÉE

AVOCATS INSCRITS AU DOSSIER :

BOYNE CLARKE, POUR L'APPELANT
DARTMOUTH (NOUVELLE-ÉCOSSE)

MORRIS ROSENBERG, POUR L'INTIMÉE
SOUS-PROCUREUR GÉNÉRAL DU CANADA